L'immigration: une question économique, ou culturelle et politique?

par

Olivier Galland et Gérard Grunberg

Telos, 9 janvier 2024

https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/limmigration-une-question-economique-ou-culturelle.html

La loi récemment votée au Parlement sur l'immigration met principalement l'accent sur des questions économiques (les fameux « métiers en tension ») ou financières (le coût supposé des prestations sociales délivrées trop généreusement et trop rapidement, selon la droite, aux immigrés). Nous laissons le traitement de cet aspect de la question aux économistes. Mais est-ce vraiment la question principale ?

Le point de vue que nous voudrions défendre dans ce papier est de répondre négativement à cette question en considérant que ***le point nodal n'est pas économique mais culturel et, partant, politique***. Nous avons bien conscience qu'un tel point de vue est sensible et qu'il peut conduire ceux qui le tiennent à être rapidement taxés, sinon de

racisme, au moins de xénophobie. *Pourtant la question doit être traitée à froid et de façon dépassionnée*. On entend souvent que l'immigration est une richesse, non seulement économique, mais aussi culturelle. Le *melting pot* américain est couramment cité en exemple. Dans notre pays même on met en exergue les nombreux savants ou intellectuels d'origine étrangère qui ont rejoint la France, porté ses valeurs, et contribué à son prestige et à sa réussite en tant que Nation. Tout cela est vrai. Et ceux qui à l'extrême-droite stigmatisent les immigrés l'oublient ou bien le nient.

Néanmoins, la question ne doit-elle pas aujourd'hui être traitée à nouveaux frais ? Le contexte international n'a-t-il pas radicalement changé et ne doit-il pas conduire à envisager la question de l'immigration, sur le plan culturel et politique, de manière moins optimiste ?

Culturellement

L'hostilité à l'égard de l'Occident et de ses valeurs semble s'être répandue dans le Monde à la vitesse de la lumière. C'est évidemment le cas en Russie et en Chine, mais ces pays ne sont pas, ou seulement faiblement, des pays d'émigration. Mais cette hostilité à l'égard de l'Occident et de ses valeurs n'est-elle pas également présente dans une grande partie de l'Afrique, où elle se nourrit du ressentiment à l'égard des anciennes puissances coloniales ? Ne vient-on pas d'en voir des exemples éclatants au Mali et au Niger où la France a dû plier bagage ? Bien sûr, ces sentiments anti-occidentaux sont manipulés par des dirigeants autocratiques qui les utilisent cyniquement pour asseoir leur pouvoir. Mais s'ils le font,c'est sans doute qu'ils pensent trouver un écho favorable dans la population.

Cette hostilité à l'égard des valeurs occidentales est aussi présente dans une grande partie de la population des pays musulmans. La diffusion du salafisme, la radicalisation indiscutable d'une large part des théoriciens ou théologiens de l'islam, sans même parler du djihadisme, ont grandement contribué à ce qu'elle prenne de l'ampleur.

D'une manière plus générale, l'optimisme des théoriciens occidentaux de la modernisation des années 1960, n'est plus de mise. Ces derniers pensaient, ce qui semble naïf aujourd'hui, que la modernisation économique de ce qu'on appelait alors le Tiers-monde s'accompagnerait de ce qu'ils pensaient être le pendant naturel de la première, c'est-à-dire une modernisation culturelle fondée sur les valeurs démocratiques et libérales. Il n'en a rien été. L'Arabie Saoudite en est un exemple éclatant : un des pays des plus riches du monde, un des plus arriérés aussi, selon les valeurs occidentales, sur le plan culturel. Beaucoup de pays d'Asie ou d'Afrique l'illustrent également.

On pourrait rétorquer que les émigrants qui fuient ces pays, fuient également leurs valeurs et adhèrent aux idées de liberté, de démocratie et de tolérance qui sont censées prédominer en Occident (même si au sein même de ce monde occidental ces valeurs sont de plus en plus souvent attaquées). Sans doute est-ce vrai des réfugiés politiques. Mais ceux-ci ne représentent qu'une faible part de l'immigration. Qu'en est-il des immigrés économiques qui fuient d'abord la misère ? En émigrant en Occident, adhèrent-ils pour autant aux valeurs des pays qu'ils rejoignent ?

Si nous embrassions à nouveau la thèse optimiste, nous pourrions répondre que :

1) ces immigrés ne forment pas un bloc homogène et qu'il est absurde et dangereux de les essentialiser comme une entité hostile,

2) que la diversité culturelle est une richesse et non pas une menace.

Tout cela est vrai en principe. Mais ce qui jette un doute sur cette thèse, c'est à nouveau la radicalisation anti-occidentale qui se répand dans une grande partie du monde non occidental, monde dont ces immigrés sont issus, et la manière dont les Français la perçoivent.

Par ailleurs, l'idée que la diversité culturelle est une richesse est vraie jusqu'à un certain point. Au sein même de la population étrangère ou d'origine immigrée vivant en France, nous avions vu dans un article précédent analysant les résultats d'une enquête de l'IFOP que le fossé culturel entre le monde immigré et la société d'accueil s'élargissait dangereusement. Ce qui serait peut-être possible dans le monde anglo-saxon qui accepte l'idée de communautés culturelles autonomes, l'est moins en France qui ***fonde l'idée de Nation sur le partage de valeurs communes.***

Ces dissensions culturelles n'ont rien d'illégal. Il n'est pas interdit, par exemple, de condamner le principe de l'homosexualité (tant qu'on ne s'en prend pas aux homosexuels) ; il n'est pas interdit de penser que les femmes doivent rester à la maison et s'occuper du foyer (tant qu'un mari n'interdit pas à sa femme de sortir de chez elle ou de travailler) ; il n'est pas interdit à celles-ci de se

voiler dans l'espace public (tant qu'elles n'imposent pas à leurs filles de le faire à l'école). Il n'est pas interdit de penser que la religion doit prévaloir sur la science (tant qu'on ne conteste pas les cours de science à l'école). Mais tous ces comportements, s'ils deviennent systématiques dans l'espace public dans une partie de la population, peuvent finir par heurter la conscience collective.

Adhérons encore une fois à la thèse optimiste. Il est possible que ces manifestations de dissension culturelle soient plus présentes dans la jeunesse française d'origine immigrée, travaillée d'interrogations sur son identité, que parmi ceux qui aujourd'hui émigrent de pays étrangers (même ceux où s'expriment ces valeurs anti-occidentales). Après tout, la volonté de s'intégrer, de trouver sa place dans la société d'accueil, peut conduire ces immigrés à devenir plus royalistes que le roi, à faire même de la surenchère dans l'adhésion aux valeurs de la société qui les accueille. C'est un phénomène bien connu que les immigrés de fraîche date deviennent bien souvent les thuriféraires les plus fervents et parfois même les plus intolérants des valeurs de leur nouveau pays. Il n'en reste pas moins que des crimes odieux ont été perpétrés ces dernières années, et encore ces derniers mois, par des immigrés au nom de valeurs religieuses et de sentiments anti-occidentaux. Ce sont des cas d'espèce sans doute, mais comment ne pas en tenir compte ? Et que dire à ceux qui en sont victimes ?

Politiquement

La véritable question de l'immigration est donc celle-là : jusqu'à quel point la société française est-elle prête à accepter des formes de dissension culturelle ? Certaines enquêtes quantitatives sérieuses montrent que, sur la moyenne période, on ne note pas d'évolutions significatives des attitudes des Français à l'égard de l'immigration et des immigrés. La récente étude d'IPSOS sur les fractures françaises montre depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 une stabilité des réponses « il y a trop d'étrangers en France » (les deux tiers) et « les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer en France » (58% contre 61% en 2017). De même, 39% contre 40% en 2017 estiment que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française. Notons cependant que si ces chiffres restent stables, ils n'en traduisent pas moins globalement des attitudes négatives à l'égard de l'immigration, d'une part, et de la religion musulmane, d'autre part.

Mais la réponse à la question posée ne doit pas être analysée seulement au niveau des attitudes culturelles, mais aussi au niveau des attitudes politiques. Les premières peuvent rester stables un certain temps tandis que leur traduction au niveau des attitudes et comportements politiques peuvent au contraire évoluer. Un exemple frappant de ce phénomène a pu être observé historiquement chez les ouvriers. La première grande enquête réalisée par le CEVIPOF sur cette population en 1969 (*L'Ouvrier français en 1970*, Armand Colin / Fondation nationale des sciences politiques, 1970) montrait que si cette catégorie sociale votait alors très majoritairement à gauche, et notamment pour le Parti communiste, son attitude à l'égard des Nord-Africains, comme on disait à

l'époque, était franchement celle d'un rejet (71% répondaient oui à la question « trouvez-vous que les Nord-Africains sont trop nombreux en France ? ») Un demi-siècle plus tard, cette catégorie, par renouvellement des générations et par évolution des individus eux-mêmes, vote massivement pour le Rassemblement National. L'apparition au cours du temps d'une nouvelle offre politique correspondant à l'une de ses préoccupations majeures et l'effondrement du parti communiste, les deux phénomènes étant liés, ont progressivement permis la rencontre entre des attitudes culturelles non politisées à l'époque et une offre politique nouvelle en phase avec elles.

Au cours de la période récente, entre 2017 et aujourd'hui, si les attitudes à l'égard de l'immigration et l'islam ont ainsi peu évolué, en revanche, celles à l'égard du Rassemblement national-Front national ont connu des évolutions très sensibles. La proportion de personnes estimant que ce parti est proche de leurs préoccupations est passée de 30% à 40% (enquête Fractures françaises) et que ce parti est capable de gouverner, de 25% à 44%. Les évolutions sur ces deux questions sont particulièrement marquées chez les proches de LR (de 24% à 45% et de 18% à 54%) et chez les proches de LFI/PCF (de 6% à 23% et de 5% à 26%).

Sur la question de la compatibilité de la religion musulmane avec les valeurs de la société française, dans un contexte marqué par une vive affirmation identitaire et religieuse dans l'espace public (voile, etc.) les évolutions sont sensibles chez les proches du Parti socialiste (de 65% à 46%) et chez ceux des partis de la majorité (de 51% à 40%). Ces évolutions pourraient se prolonger après les

événements du 7 octobre en Israël, l'enquête Fractures françaises ayant été réalisée en septembre.

Ces évolutions politiques rapides vont de pair avec une poussée des intentions de vote en faveur du Rassemblement national. Selon l'IFOP, les intentions de vote aux élections européennes de 2024 en faveur du Rassemblement national sont passées en effet entre mai et décembre 2023 de 25% à 30%. Il faudra voir si la prochaine enquête enregistrera des évolutions sur les questions culturelles en cohérence avec les évolutions récentes des attitudes et comportements politiques.

Ces données confirment l'importance qu'il y a à analyser conjointement les attitudes culturelles et les attitudes et comportements politiques concernant l'immigration et la religion musulmane et la façon dont s'opère le passage des unes aux autres. Elles montrent aussi que la dénonciation morale de l'extrême-droite reste stérile si elle ne s'appuie pas sur une analyse en profondeur des ressorts culturels qui conduisent aujourd'hui une large partie des électeurs à accorder leur vote à ce courant politique.